

Motion Isabelle Chevalley et consorts - Un frein de moins à l'énergie solaire

Développement

L'article 46 de la loi sur la protection de la nature, des monuments et des sites dit:

¹Sont protégés conformément à la présente loi tous les monuments de la préhistoire, de l'histoire, ...

²Sont également protégés **les terrains contenant ces objets et leurs abords**.

La section monuments et sites a invoqué cet article pour empêcher, à plusieurs reprises, la pose de panneaux solaires sur des bâtiments (non protégés) qui se situaient dans les "abords" d'une église.

Sachant que pratiquement chaque village vaudois a une église — et en plus très souvent au milieu du village ! — il n'est pas admissible d'empêcher la pose de panneaux à tous les abords de ces édifices. Quant aux terrains contenant ces objets, on n'en connaît pas les limites.

On peut comprendre que les jardins d'une église soient préservés, mais lorsque le bâtiment se situe de l'autre côté de la route, voire encore plus loin, il n'y a aucune raison d'empêcher l'installation de panneaux. Une interprétation trop extensive de cette notion de "terrains" et "abords" détourne la volonté du législateur.

Nous demandons ainsi au Conseil d'Etat de modifier l'article 46 alinéa 2 de la loi sur la protection de la nature, des monuments et des sites afin que les termes "**les terrains**" et "**leurs abords**" soient définis de façon précise.

Demande le renvoi à une commission et ne souhaite pas développer.

Saint-George, le 21 juin 2011.

(Signé) *Isabelle Chevalley et 22 cosignataires*

L'auteur n'a pas souhaité développer sa motion en plénum.

A sa demande, la motion, consignée par au moins 20 députés, est renvoyée à l'examen d'une commission.

La motion est renvoyée à l'examen d'une commission.